

# La classe politique doit reprendre le combat linguistique avec fierté!

Montréal 1<sup>er</sup> mai 2015 - Nous prenons position collectivement aujourd'hui, car l'actualité des dernières semaines démontre encore une fois que le français est de plus en plus mis à mal au Québec. La solution à cette problématique est d'abord et avant tout d'ordre politique. La classe politique doit reprendre le combat linguistique avec fierté, ferveur et enthousiasme.

Pour l'instant, le parti au pouvoir ne semble pas vouloir qu'une action politique soit entreprise, bien au contraire. Notre premier ministre tolère que certains députés prêtent serment en anglais, et il s'est aussi permis lui-même de livrer un discours unilingue anglais en Islande. Après avoir sabré 1,6 million de dollars dans la défense de la langue depuis son arrivée au pouvoir, dont les coupes faites à l'Office québécois de la langue française (OQLF), le gouvernement limite la capacité de l'organisme et de ses employés à franciser les entreprises québécoises.

Enfin, Philippe Couillard hésite à modifier la Charte de la langue française dans le cas de l'ajout d'un générique français à une marque de commerce, alors que la Cour supérieure le lui propose. Par ailleurs, le cas du chantier du CHUM est une autre belle occasion d'ouvrir la Charte afin de lui donner plus de mordant.

De façon plus générale, de multiples études montrent des reculs inquiétants du français dans plusieurs aspects de la vie collective au Québec. Les faits chiffrés, notamment sur la langue de travail et la langue utilisée en public par les immigrants non francotropes, démontrent un mouvement certain vers une anglicisation.

À l'instar de la Politique québécoise de la langue française de Camille Laurin, nous avons besoin que les formations politiques orientent les politiques publiques, les lois et tous les règlements en fonction d'un objectif global et clair, soit de faire du français la langue commune de toutes les Québécoises et Québécois. Pour ce faire, les partis politiques doivent comprendre qu'il faut redonner à l'OQLF les pouvoirs ainsi que les ressources financières et humaines dont il disposait dans ses premières années de création. L'OQLF doit redevenir l'instrument privilégié pour assurer la vivacité de notre langue ainsi que de notre culture. Le Québec doit servir de modèle aux 230 millions de locutrices et locuteurs du français dans le monde.

Nos organisations réunies au sein de la coalition *Partenaires pour un Québec français* agissent tous les jours sur l'usage du français au travail, sur l'exemplarité de l'État, sur la francisation des entreprises et des individus, et enfin, sur l'importance de développer la demande de produits culturels francophones. Nos actions reflètent notre parole!

Nous désirons aller plus loin et placer la langue au cœur du combat social et politique. À cet effet, nous interpellons nos membres ainsi que toutes les Québécoises et tous les Québécois à se mettre en action, particulièrement sur les lieux de travail, pour redonner au français tout

son prestige. Nous savons aussi que la multiplication des gestes individuels est essentielle, mais qu'elle demeure insuffisante s'il n'y a pas de relais politiques.

Depuis 1977, aucune formation politique n'a proposé une approche structurante et globale qui lierait une nouvelle politique linguistique à celles de l'éducation, de la culture et de l'immigration. Peu d'élus s'expriment publiquement aussi sur l'importance de redonner à l'OQLF les ressources financières et humaines qui lui ont permis d'agir au sein d'entreprises que l'on imaginait impossibles à franciser il y 40 ans.

Le Québec mérite une formation politique qui saura mettre en œuvre une vision claire qui non seulement arrêtera l'anglicisation en cours, mais fera en sorte que lorsque deux individus se rencontrent pour la première fois dans un espace public à Montréal, la première langue qu'ils utiliseront sera le français. Ce jour-là, nous pourrons dire que le français sera vraiment la langue commune sur le territoire québécois.

*Ont signé ce texte : Daniel Boyer, président de la FTQ, Jacques Létourneau, président de la CSN, Louise Chabot, présidente de la CSQ, Lucie Martineau, présidente du SFPQ, Sylvain Mallette, président de la FAE, Alexis Tremblay, présidente de la FECQ, Maxime Laporte, président de la SSJBM, Gilles Laporte, président du MNQ, Christian Rivard, président du Mouvement Québec français.*